

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)

SEGMENT D'ACHATS : 44.03.04

CCP n° :	DAF_2025_001584
Objet du marché public :	Reproduction et livraison d'insignes métalliques de tradition et de leurs supports pour le second semestre 2025, au profit d'organismes soutenus par le GSC IdF.
Forme du marché public :	Marché unique
Mode de passation :	Appel d'offres ouvert conformément aux articles L.2124-1, L.2124-2 et R.2124-1, R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique.
Code CPV :	18512200-3 - Médailles
Niveau de sécurité :	Sans objet
Acheteur :	SACN LAKHAL Najat
Entité d'achats :	PFC PARIS / DAP

Exporter en PDF

ARTICLE 1. DOCUMENTS CONTRACTUELS ET DÉSIGNATION DES PARTIES	5
1.1 DOCUMENTS CONTRACTUELS	5
1.2 DÉSIGNATION DES PARTIES	6
1.2.1 DÉSIGNATION DES PARTIES CONTRACTUELLES.....	6
1.2.2 DÉSIGNATION DU BÉNÉFICIAIRE	6
ARTICLE 2. OBJET ET FORME DU MARCHÉ PUBLIC	6
2.1 OBJET DU MARCHÉ PUBLIC.....	6
2.2 FORME DU MARCHÉ PUBLIC	6
ARTICLE 3. CARACTÉRISTIQUES DU MARCHÉ PUBLIC	6
3.1 DURÉE DU MARCHÉ PUBLIC ET EXÉCUTION DES PRESTATIONS	6
3.2 MONTANT DU MARCHÉ PUBLIC	6
3.3 STRUCTURE DU MARCHÉ PUBLIC	7
3.4 MODIFICATION DU MARCHÉ PUBLIC	7
3.4.1 CLAUSE DE RÉEXAMEN	7
3.4.2 AUTRES CAS DE MODIFICATION	8
ARTICLE 4. CONDITIONS PARTICULIÈRES D'EXÉCUTION DU MARCHÉ PUBLIC	8
4.1 DÉFAILLANCE.....	8
4.2 ASSURANCE	9
4.3 MODALITÉS ENVIRONNEMENTALES SPÉCIFIQUES.....	9
4.4 EXÉCUTION DU MARCHÉ PUBLIC PAR CARTE D'ACHAT	9
ARTICLE 5. MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX DE RÈGLEMENT	9
5.1 FORME DES PRIX	9
5.2 CONTENU DES PRIX.....	9
5.3 NATURE DES PRIX.....	9
5.4 UNITÉ MONÉTAIRE DE RÈGLEMENT DU MARCHÉ PUBLIC	10
ARTICLE 6. RÉGIME DE PAIEMENT DU MARCHÉ PUBLIC	10
6.1 RÈGLES RÉGISSANT LE PAIEMENT	10
6.2 MODE DE RÈGLEMENT.....	10
6.3 AVANCE	10
6.4 ACOMPTE	11
6.5 RÈGLEMENT PARTIEL DÉFINITIF.....	11
6.6 DÉLAI DE PAIEMENT.....	11
6.7 INTÉRÊTS MORATOIRES ET INDEMNITÉS FORFAITAIRES POUR FRAIS DE RECouvrement	12
6.8 MODALITÉS DE FACTURATION (HORS CARTE D'ACHAT).....	12

6.8.1	MODALITÉS DE REMISE DES FACTURES AU FORMAT DÉMATÉRIALISÉ....	12
6.8.2	MENTIONS OBLIGATOIRES À FAIRE FIGURER SUR LES FACTURES	13
6.9	SOLDE	13
6.10	CESSION OU NANTISSEMENT DE CRÉANCES	13
6.11	CESSION DU MARCHÉ PUBLIC.....	14
ARTICLE 7. CONTRÔLE ET SUIVI DE L'EXÉCUTION DU MARCHÉ PUBLIC		14
7.1	INTERLOCUTEUR DU TITULAIRE.....	14
7.2	INTERLOCUTEUR DE L'ADMINISTRATION	14
7.3	OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION	14
7.3.1	OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION	14
7.3.2	DÉCISION APRÈS VÉRIFICATIONS.....	16
ARTICLE 8. GARANTIE		16
8.1	GARANTIE TECHNIQUE	16
8.2	RETENUE DE GARANTIE	16
ARTICLE 9. PÉNALITÉS		16
ARTICLE 10. MODALITÉS DE RÉSILIATION		17
10.1	RÉSILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE	17
10.2	AUTRES RÉSILIATIONS.....	17
ARTICLE 11. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX		18
ARTICLE 12. EXIGENCES TECHNIQUES		19
12.1	COMPOSITION DES INSIGNES	19
12.1.1	CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES DES INSIGNES	19
12.1.2	TRAITEMENT MÉTALLIQUE DE SURFACE.....	19
12.1.3	SYSTÈME DE FIXATION.....	20
12.2	COMPLÉMENTS AU DESCRIPTIF TECHNIQUE	20
12.3	LIVRAISON DES INSIGNES	21

LISTE DES ANNEXES	
Annexe n° 1	Clauses administratives générales
Annexe n° 2	Complément au descriptif technique (CDT)
Annexe n° 3	Constat de conformité à la livraison (C.C.L.)
Annexe n° 4	Constat de conformité de qualité (C.C.Q.)

ABRÉVIATIONS :

- DAP : Division achats publics
- DFIN : Division finances
- CCAG/FCS : cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (arrêté du 30 mars 2021 publié au JORF du 1^{er} avril 2021)
- CDD : Contrat à durée déterminée
- CDI : Contrat à durée indéterminée
- CCP : Cahier des clauses particulières
- GSC IdF : Groupement de soutien Commissariat Île-de-France
- PFC PARIS : Plate-forme commissariat Paris
- SCA : Service du commissariat des armées
- SHD : Service Historique de la Défense
- CDT : compléments au descriptif technique
- BAT : Bon à Tirer
- CCL : constat de conformité à la livraison
- CCQ : constat de conformité de qualité

PRÉAMBULE

Le présent CCP est constitué de deux volets : des clauses dites administratives particulières d'une part et des clauses dites techniques particulières d'autre part. Il organise les conditions propres à l'exécution du marché public.

Les clauses administratives générales sont mentionnées à l'annexe n° 1 du présent CCP.

La signature de l'acte d'engagement vaut acceptation sans réserve de l'ensemble des clauses contenues dans le présent marché public.

CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ARTICLE 1. DOCUMENTS CONTRACTUELS ET DÉSIGNATION DES PARTIES

1.1 DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, le marché public est constitué par les éléments contractuels énumérés ci-après, par ordre de priorité décroissant :

- 1) l'acte d'engagement et ses annexes, l'éventuelle mise au point du marché public (formulaire OUV 11) ainsi que les éventuels avenants au marché public ;
- 2) le présent cahier des clauses particulières (CCP), contenant les clauses administratives et les clauses techniques et ses annexes dans l'ordre croissant de numérotation ;
- 3) le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS, arrêté du 30 mars 2021 publié au JORF du 1er avril 2021) sauf dérogations mentionnées au présent CCP ;
- 4) le cadre-réponses du titulaire ainsi que les réponses du titulaire aux éventuelles demandes de l'administration relatives à son offre (formulaire OUV 7) ;
- 5) les autres documents constitutifs de l'offre technique du titulaire.

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché public, elles prévalent dans l'ordre de priorité défini ci-dessus.

Seul l'exemplaire original de chaque document, mentionné ci-dessus (sauf le CCAG) et conservé dans les archives de l'administration, fait foi.

1.2 DÉSIGNATION DES PARTIES

1.2.1 Désignation des parties contractuelles

Le marché public est conclu entre :

- le directeur de la Plate-Forme Commissariat Paris, désigné par l'expression «*le pouvoir adjudicateur*» ;
- la société titulaire du marché public, désignée par l'expression «*le titulaire*».

1.2.2 Désignation du bénéficiaire

Les bénéficiaires sont les organismes concernés par le présent marché public et soutenus par le GSC IDF.

ARTICLE 2. OBJET ET FORME DU MARCHÉ PUBLIC

2.1 OBJET DU MARCHÉ PUBLIC

L'objet du marché public est la reproduction et la livraison d'insignes métalliques de tradition et de leurs supports pour le second semestre 2025, au profit d'organismes soutenus par le GSC IdF.

Les prestations, objet du marché public, s'inscrivent dans la catégorie des marchés de fournitures.

2.2 FORME DU MARCHÉ PUBLIC

Le marché public est un marché unique.

ARTICLE 3. CARACTÉRISTIQUES DU MARCHÉ PUBLIC

3.1 DURÉE DU MARCHÉ PUBLIC ET EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Le présent marché public débute à la date de réception de la notification et se termine après les dernières formalités administratives d'admission et de paiement.

3.2 MONTANT DU MARCHÉ PUBLIC

Le montant du marché public est celui qui figure sur le tableau de prix annexé à l'acte d'engagement.

3.3 STRUCTURE DU MARCHÉ PUBLIC

Le marché public est structuré en 6 postes :

Poste	Désignation du poste
1	Acquisition d'insignes au profit du Commissariat au numérique de défense (CND)
2	Acquisition d'insignes au profit de la Plate-forme commissariat Paris (PFC Paris)
3	Acquisition d'insignes au profit du Service d'infrastructure de la Défense Île-de-France (SID IdF)
4	Acquisition d'insignes au profit du Commandement de la cyberdéfense (COMECYBER)
5	Acquisition d'insignes au profit du Groupement de soutien du commissariat Île-de-France (GSC IDF)
6	Acquisition d'insignes au profit de la Direction du service infrastructure de la Défense expertise et production nationale (DSID-EPN)

3.4 MODIFICATION DU MARCHÉ PUBLIC

3.4.1 Clause de réexamen

En application des dispositions des articles L. 2194-1, L. 2194-2 et R. 2194-1 du code de la commande publique, le marché public peut être modifié en cours d'exécution lorsque les cas détaillés ci-après sont mis en œuvre soit par décision unilatérale du pouvoir adjudicateur, soit par la conclusion d'un avenant entre les parties.

3.4.1.1 *Prestations modificatives*

Pendant l'exécution du marché public, le pouvoir adjudicateur peut procéder à des modifications selon les modalités prévues à l'article 23 du CCAG/FCS.

Cas de réexamen :

- par ordre de service : modification du périmètre de soutien de la plate-forme commissariat Paris : changement de la dénomination des emprises, transfert d'activité à ou en provenance d'un autre pouvoir adjudicateur ;
- par avenant : modification du volume des prestations.

3.4.1.2 *Suspension des prestations ou prolongation des délais d'exécution liée à des évènements extérieurs*

Les prestations, objet du marché public, peuvent être suspendues en raison d'évènements extérieurs rendant impossible leur poursuite selon les modalités prévues à l'article 24 du CCAG/FCS.

Toutefois, dans les conditions prévues par les articles R. 2194-5 du code de la commande publique et de l'article 24 du CCAG/FCS, si la poursuite de l'exécution du marché public est rendue temporairement impossible, la suspension totale ou partielle des prestations peut être prononcée par le pouvoir adjudicateur.

D'autre part lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le pouvoir adjudicateur prolonge le délai d'exécution suivant les modalités prévues à l'article 13.3 du CCAG/FCS.

3.4.2 Autres cas de modification

En application des dispositions des articles L. 2194-1, L. 2194-2 et R. 2194-2 à 2194-10 du code de la commande publique, et sans préjudice de la mise en œuvre de la clause de réexamen prévue à l'article 3.4.1 du présent CCP, le marché public peut également être modifié en cours d'exécution et selon les modalités prévues, lorsque :

- des travaux, fournitures ou services supplémentaires sont devenus nécessaires ;
- la modification est rendue nécessaire par des circonstances imprévues ;
- un nouveau titulaire se substitue au titulaire initial du présent marché public ;
- les modifications, quel qu'en soit le montant, ne sont pas substantielles ;
- le montant des modifications envisagées est inférieur aux seuils européens publiés au journal officiel et à 10% du montant du marché public.

Ces évolutions sont notifiées au titulaire du marché public par voie électronique via la Plate-Forme des Achats de l'État (la PLACE).

Toutefois, les modifications envisagées ne peuvent en aucun cas entraîner une modification substantielle du marché public initial.

ARTICLE 4. CONDITIONS PARTICULIÈRES D'EXÉCUTION DU MARCHÉ PUBLIC

4.1 DÉFAILLANCE

En cas de défaillance dans l'exécution du marché public, le pouvoir adjudicateur met en demeure le titulaire d'honorer ses engagements sous quinze (15) jours, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Passé ce délai et en cas de défaillance réitérée, il peut être fait application par le pouvoir adjudicateur des dispositions contenues à l'article 45 du CCAG/FCS.

4.2 ASSURANCE

Le titulaire doit se conformer à l'article 9 du CCAG/FCS relatif aux obligations en matière d'assurances. En complément de cet article, il doit transmettre au pouvoir adjudicateur une copie de son attestation d'assurance, en cas de changement ou de renouvellement de contrat.

Le refus de produire cette pièce peut entraîner la résiliation du marché public pour faute du titulaire.

4.3 MODALITÉS ENVIRONNEMENTALES SPÉCIFIQUES

Les emballages en carton utilisés doivent être recyclables. Le titulaire doit être en mesure de le justifier, en cours d'exécution du marché public, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

4.4 EXÉCUTION DU MARCHÉ PUBLIC PAR CARTE D'ACHAT

Le présent marché public ne donne pas lieu à la mise en place du paiement par carte d'achat.

ARTICLE 5. MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX DE RÈGLEMENT

5.1 FORME DES PRIX

Les prix du marché public sont unitaires.

5.2 CONTENU DES PRIX

Les prix établis par le titulaire comprennent :

- les fournitures telles que définies à l'article 12.1 et à l'annexe n° 2 du présent CCP ;
- les frais de livraison ;
- les frais d'assurance nécessaires pour couvrir les responsabilités du titulaire, telles que définies à l'article 4.2 du présent CCP.

Les prix exprimés en euros sont réputés comprendre toutes charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les fournitures.

Les prix comportent un maximum de deux décimales après la virgule.

5.3 NATURE DES PRIX

Les prix unitaires figurant dans le tableau de prix, annexé à l'acte d'engagement, sont réputés établis à la date limite de dépôt des offres et sont fermes sur la durée totale du marché public.

5.4 UNITÉ MONÉTAIRE DE RÈGLEMENT DU MARCHÉ PUBLIC

L'unité monétaire de règlement du marché public est l'euro.

ARTICLE 6. RÉGIME DE PAIEMENT DU MARCHÉ PUBLIC

6.1 RÈGLES RÉGISSANT LE PAIEMENT

Le paiement s'effectue après certification du service fait et suivant les règles de la comptabilité publique.

6.2 MODE DE RÈGLEMENT

Le mode de règlement est le mandat administratif.

Le comptable assignataire est le directeur départemental des finances publiques des Yvelines (DDFIP).

6.3 AVANCE

Sauf refus du titulaire exprimé dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire dans les conditions fixées aux articles L. 2191-2, L. 2191-3 et R. 2191-3 à R. 2191-19 du code de la commande publique.

L'avance est versée au plus tard avant la date de début d'exécution des prestations.

Les deux conditions cumulatives au versement d'une avance de droit sont les suivantes :

- montant initial supérieur à 50 000 € HT ;
- délai d'exécution supérieur à deux (2) mois.

Lorsque le marché public remplit les deux conditions cumulatives susvisées, une avance est accordée sur la base du montant initial du marché public.

Le taux applicable est de 5%. Ce pourcentage est porté à 30% si le titulaire du marché public est une petite ou moyenne entreprise.

Les modalités de calcul de l'avance sont les suivantes :

$\text{Montant de l'avance} = \text{taux applicable} \times \text{montant TTC du marché public}$
--

Le règlement d'avance n'a pas le caractère de paiement partiel définitif.

En application de l'article R. 2191-9 du code de la commande publique, le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités des articles R. 2191-11 et R. 2191-12 du code de la commande publique.

6.4 ACOMPTE

Toutes les prestations réalisées sur une durée supérieure à trois mois, ne faisant pas l'objet de Règlement Partiel Définitif (RPD) et ayant donné lieu à un commencement d'exécution, ouvrent droit au versement d'acomptes.

Le montant d'un acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

Le versement d'acomptes est réalisé selon la périodicité suivante :

- au maximum trois (3) mois (article R. 2191-22 du CCP) ;
- au maximum un (1) mois, pour les PME, sur demande du titulaire pour les marchés de fournitures et services.

Le titulaire doit adresser chaque demande de versement d'acomptes, indiquant le détail des prestations effectuées, le montant hors taxes, le montant de la TVA et le montant toutes taxes comprises, par lettre recommandée à :

PFC PARIS/DFIN,
8 av du Président Kennedy, BP 40202
78102 Saint-Germain-En-Laye Cedex

La demande est certifiée par le bénéficiaire afin de justifier de la bonne exécution de la prestation.

6.5 RÉGLEMENT PARTIEL DÉFINITIF

Le marché public ne donne pas lieu à des règlements partiels définitifs.

6.6 DÉLAI DE PAIEMENT

En application des articles L. 2192-10 et R. 2192-10 à R. 2192-37 du code de la commande publique, les sommes dues au titre de l'exécution du présent marché public sont payées dans le délai maximum de trente (30) jours.

Sans préjudice des clauses relatives à l'avance, le point de départ de ce délai est la date de réception de la demande de paiement par l'administration ou la date d'exécution des prestations, si cette dernière est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Le délai global de paiement expire à la date du règlement par le comptable.

6.7 INTÉRÊTS MORATOIRES ET INDEMNITÉS FORFAITAIRES POUR FRAIS DE RECOUVREMENT

En application des articles L. 2192-12 à L. 2192-14 et R. 2192-31 à R. 2192-36 du code de la commande publique, lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander :

- au versement des intérêts moratoires à partir du jour suivant l'expiration dudit délai jusqu'à la date incluse du règlement de la somme due ;
- au versement de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros (article D. 2192-35 du code de la commande publique).

Lorsque le dépassement du délai n'est pas imputable à la personne publique contractante ou au comptable de l'État, les intérêts moratoires ne sont pas dus.

6.8 MODALITÉS DE FACTURATION (HORS CARTE D'ACHAT)

6.8.1 Modalités de remise des factures au format dématérialisé

Le titulaire du marché public dépose ses factures en version dématérialisée via le portail CHORUS PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr>)

L'adresse de facturation est la suivante :

**SERVICE DU COMMISSARIAT DES ARMÉES
PFC PARIS - BASE DES LOGES
8, AVENUE DU PRÉSIDENT KENNEDY - BP 40202
78102 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE CEDEX
SE D04666A078 - SIRET 11000201100044**

Toutes les informations utiles à la mise en œuvre de la dématérialisation se trouvent sur le site :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/emetteur-de-factures-electroniques/>

Pour toutes questions liées à la facturation, vous pouvez envoyer vos demandes à la section fournisseurs à l'adresse fonctionnelle suivante :

pfc-paris-fournisseur.contact.fct@intradef.gouv.fr

6.8.2 Mentions obligatoires à faire figurer sur les factures

La facture doit comporter impérativement les mentions suivantes :

- ▶ le nom et l'adresse du créancier ;
- ▶ le numéro de SIRET du créancier ;
- ▶ la dénomination et l'adresse du bénéficiaire ;
- ▶ le numéro de son compte bancaire tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement ;
- ▶ la date d'établissement de la facture et son numéro ;
- ▶ l'adresse de facturation communiquée ci-dessus dans son intégralité y compris le **code service exécutant D04666A078** et le numéro de **SIRET des services de l'État 11000201100044** indiqués dans le corps de l'adresse ;
- ▶ les références du marché public indiquées sur l'acte d'engagement ou son annexe ;
- ▶ le numéro d'engagement juridique (EJ) du marché public figurant sur l'acte d'engagement ou son annexe (numéro à 10 chiffres commençant par 10 ou 15).
- ▶ le prix hors taxes (HT) tel que défini à l'acte d'engagement ;
- ▶ la désignation et la quantité des fournitures livrées ;
- ▶ les quantités admises ;
- ▶ le taux et le montant de la TVA en vigueur au moment de l'émission de la facture ;
- ▶ le montant des fournitures livrées toutes taxes comprises (TTC).

Dans le cas où la facture transmise par le titulaire serait erronée ou incomplète, elle est retournée par l'administration à son expéditeur. Les délais de paiement sont alors suspendus dans l'attente du retour de la facture correctement établie.

Le titulaire doit informer par courrier la PFC PARIS/DAP de toute modification de son statut, de sa forme, de ses coordonnées bancaires et de son adresse géographique.

La PFC Paris/DFIN effectue le règlement de l'avance, des acomptes et du solde du marché public.

Avant paiement, le cas échéant, il est fait application, sur les factures présentées, des pénalités prévues à l'article 9 du CCP.

6.9 SOLDE

Le solde du marché public est unique et intervient à l'issue des procédures d'admission et de paiement de la dernière fourniture livrée dans le cadre du marché public.

6.10 CESSION OU NANTISSEMENT DE CRÉANCES

Le titulaire bénéficiant du paiement direct, peut nantir ou céder les créances résultant du présent marché public conformément aux articles L. 2191-8 et R. 2191-45 à R. 2191-63 du code de la commande publique.

6.11 CESSION DU MARCHÉ PUBLIC

Sans préjudice des dispositions de l'article R. 2194-6 du code de la commande publique, toute cession éventuelle du présent marché public, qu'elle soit partielle ou totale, à titre gracieux ou onéreux, doit faire l'objet de l'autorisation écrite et préalable du pouvoir adjudicateur. Une demande doit être faite au pouvoir adjudicateur au moins six (6) mois avant la date prévue de la cession.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de refuser une telle cession notamment pour des raisons d'intérêt du service ou un défaut de garanties techniques, professionnelles ou financières.

ARTICLE 7. CONTRÔLE ET SUIVI DE L'EXÉCUTION DU MARCHÉ PUBLIC

7.1 INTERLOCUTEUR DU TITULAIRE

Le titulaire doit désigner par écrit un représentant unique qui s'assure de la bonne exécution des prestations, ces dernières relevant d'une obligation de résultats. Cette personne est le correspondant privilégié du bénéficiaire des prestations pour tout problème rencontré dans l'exécution du marché public.

7.2 INTERLOCUTEUR DE L'ADMINISTRATION

Le pouvoir adjudicateur désigne un représentant pour le bénéficiaire ou une personne habilitée par le ministère des Armées afin de réaliser les opérations de vérifications. Celui-ci a pour mission de transmettre au titulaire les remarques et les éventuelles anomalies constatées.

L'autorité administrative chargée des opérations de vérifications est le responsable désigné par les différents bénéficiaires.

7.3 OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION

Les opérations de vérification (quantitative et qualitative) et les décisions après vérifications sont effectuées, par dérogation à l'article 28.2 du CCAG/FCS, dans un délai maximum de trente (30) jours calendaires à compter de la date de livraison des fournitures. La date de réception est celle notée sur le bordereau de livraison. A défaut, la fourniture est réputée admise par le pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur transmet la décision d'admission ou de rejet au titulaire.

7.3.1 Opérations de vérification

7.3.1.1 Vérification quantitative

La vérification quantitative se déroule dans les locaux de chaque bénéficiaire. Elle consiste en un comptage des fournitures afin de contrôler la conformité entre la quantité livrée et la quantité indiquée dans le marché public.

Cette vérification quantitative entraîne l'établissement d'un constat de conformité à la livraison (CCL) par le réceptionnaire de la marchandise, qui est transmis, par courriel, à la PFC Paris/DAP/BSTM.

Le CCL, est à transmettre au plus tard trente (30) jours calendaires à compter de la date de livraison inscrite sur le bordereau de livraison.

Un modèle du CCL est proposé dans l'annexe n° 3 au CCP.

Passé ce délai, la quantité des insignes livrés est réputée conforme au marché public.

Le titulaire doit également transmettre, à la PFC Paris/DAP/BSTM, le bordereau de livraison signée de l'administration, par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception.

7.3.1.2 Vérification qualitative

La vérification qualitative est destinée à vérifier que les fournitures livrées sont conformes au CDT. Elle entraîne l'établissement d'un constat de conformité de la qualité (CCQ) de la part du bénéficiaire qui est transmis au pouvoir adjudicateur du marché public, par courriel, au plus tard trente (30) jours calendaires à compter de la date de livraison des insignes.

Passé ce délai, les insignes sont réputés conformes techniquement.

Un modèle de CCQ est proposé en annexe n° 4 du présent CCP.

Le bénéficiaire procède à tous les examens et essais qu'il juge utile pour s'assurer que les articles livrés répondent aux spécifications du marché public.

La vérification qualitative permet de constater d'éventuelles anomalies, classées en deux (2) catégories :

- anomalie mineure (A) : qui n'affecte pas gravement le caractère physique de l'objet ;
- anomalie majeure (B) : qui perturbe gravement le caractère physique de l'objet et ne lui donne plus son aspect visuel devant le caractériser.

En cas d'anomalie majeure, le bénéficiaire peut demander un avis au SHD sur la qualité des insignes livrés par l'envoi d'un échantillon. Le SHD transmet alors son retour d'expertise au bénéficiaire et à la PFC Paris/DAP/BSTM.

7.3.2 Décision après vérifications

7.3.2.1 *Décisions après vérification quantitative*

La décision après vérification quantitative s'effectue en fonction des cas suivants :

- Lorsque la quantité des articles fournis est supérieure aux quantités fixées, le titulaire doit reprendre l'excédent livré dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la mise en demeure de l'administration. En aucun cas les articles supplémentaires ne sont facturés à l'administration. Passé ce délai, les articles peuvent être détruits ou évacués.
- Par dérogation à l'article 29 du CCAG/FCS, aucune livraison partielle, par lieu de livraison, n'est autorisée par le pouvoir adjudicateur, sauf en cas de demande expresse de l'administration. Toutefois, en cas d'écart constaté, le titulaire est tenu de livrer les articles manquants dans un délai de sept (7) jours calendaires à compter de la mise en demeure. Passé ce délai, il est fait application des pénalités de retard prévues à l'article 8 du présent CCP. Le pouvoir adjudicateur se réserve également la possibilité de déclarer le titulaire défaillant conformément à l'article 4.1 du présent CCP.

7.3.2.2 *Décisions après vérification qualitative*

À l'issue des opérations de vérification et si les prestations réalisées sont conformes au CCP celles-ci sont réputées admises. L'administration établit la décision d'admission.

Lorsque l'administration estime que les insignes livrés sont non-conformes aux CDT, elle prend la décision de les rejeter. Le titulaire est déclaré défaillant, en conséquence aucun paiement n'est effectué. Les prestations prévues par le marché public sont alors exécutées par un tiers aux frais et risques du titulaire conformément à l'article 45.1 du CCAG/FCS.

ARTICLE 8. GARANTIE

8.1 GARANTIE TECHNIQUE

Aucune garantie technique n'est exigée pour le présent marché public.

8.2 RETENUE DE GARANTIE

Il n'est pas prévu de retenue de garantie pour le présent marché public.

ARTICLE 9. PÉNALITES

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, le montant total des pénalités de retard appliqué peut excéder 10 % du montant total (HT) du marché public.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, lorsque le délai contractuel d'exécution éventuellement modifié par une prolongation de délai en application de l'article 13.3 du CCAG/FCS est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées comme suit :

$$P = \frac{V \times R}{750}$$

Dans laquelle :

- P est le montant de la pénalité ;
- V représente le montant HT du marché public ;
- R équivaut au nombre de jours calendaires de retard.

ARTICLE 10. MODALITÉS DE RÉSILIATION

Il est fait application des dispositions des articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique et des articles 38 à 45 du CCAG/FCS.

10.1 RÉSILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché public, sans indemnités, notamment en cas de :

- non-respect par le titulaire des obligations du marché public et des caractéristiques techniques définies dans son offre ;
- inexactitude des renseignements et non présentation des pièces demandées, un mois après le délai requis.

La résiliation n'est effective qu'après une mise en demeure adressée au titulaire par le pouvoir adjudicateur restée infructueuse. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut d'une telle date, à la date de notification de cette décision.

Conformément à l'article 45 du CCAG/FCS, en cas de résiliation, le pouvoir adjudicateur peut faire exécuter les prestations non exécutées par un autre fournisseur. Le surcoût engendré est à la charge du titulaire.

10.2 AUTRES RÉSILIATIONS

Le pouvoir adjudicateur peut également résilier, sans indemnités, le marché public pour motif d'intérêt général et notamment en cas de restructuration, d'aliénation, de dissolution, de refondation, de délocalisation, de fermeture, de vente ou de transfert de l'organisme bénéficiaire et/ou des organismes rattachés, par dérogation à l'article 42 du CCAG/FCS.

ARTICLE 11. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

- l'article 1.1 déroge à l'article 4.1 du CCAG/FCS
- l'article 7.3 déroge à l'article 28.2 du CCAG/FCS
- l'article 7.3.1 déroge à l'article 29 du CCAG/FCS
- l'article 7.3.2 déroge à l'article 45.1 du CCAG/FCS
- l'article 9 déroge à l'article 14.1.1 et 14.1.2 du CCAG/FCS
- l'article 10.2 déroge à l'article 42 du CCAG/FCS

CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

ARTICLE 12. EXIGENCES TECHNIQUES

12.1 COMPOSITION DES INSIGNES

12.1.1 Caractéristiques techniques des insignes

- Les matériaux utilisés pour la fabrication des insignes peuvent être :
 - ✓ en alliage de zinc injecté sous pression : Zamac – Z – A4UIG. La composition de l'insigne doit répondre à la norme NF EN 12884 (composition : 95% de zinc, 4% d'aluminium, 0,03% de magnésium et 1% de cuivre) ;
 - ✓ en laiton estampé et découpé : Cu Zn 15 à Cu Zn 40. La composition de l'insigne doit répondre à la norme NF EN 12168 (composition : 64,21% de cuivre, 35,87% de zinc et de traces d'éléments (bismuth 0,0012 %, antimoine 0,0037 %, arsenic 0,0062 %, fer 0,0049 %, plomb 0,0057 % et soufre 0,0066 %) d'une épaisseur minimale de 1,6 mm sur le pourtour de l'insigne.).

Cette composition indique un alliage de laiton à faible teneur en impuretés, adapté aux applications exigeant une bonne usinabilité et une résistance à la corrosion.

- Motifs centraux : en relief et/ou en une ou plusieurs pièces obligatoirement rivetées (appliques).

12.1.2 Traitement métallique de surface

Le traitement métallique de surface est obtenu par bain électrolytique suivant la finition demandée :

- Couleurs métalliques :
 - ✓ dorée = cuivre : 40 microns, nickel : 2 microns, or : 0,03 microns ;
 - ✓ argentée = cuivre : 40 microns, nickel : 2 microns, argent : 0,8 microns ;
 - ✓ nickel = cuivre : 40 microns, nickel : 2 microns ;
 - ✓ bronze = cuivre : 40 microns.

Le traitement de surface « imitation Gold » = cuivre : 40 microns, laiton 0.01 microns, or : 0,001 microns (or flashé et non plaqué) est interdit sauf mention spécifique contraire.

De même le traitement de surface argent noirci (perchlorure de fer) est interdit sauf mention spécifique contraire.

- Autres couleurs : réalisées avec de l'émail grand feu ou avec de la résine synthétique (émail de synthèse non paraffiné, accéléré à 0,3 % surfacé et poli).

La sérigraphie peut également être employée pour l'inclusion de petits détails. Une finition en vernis incolore est possible, sous réserve qu'elle ne s'altère ou ne se colore pas dans le temps.

12.1.3 Système de fixation

Le système de fixation est au choix du demandeur, par épingle, barrette boléro ou picots avec attache papillon (système dit « pin's »).

12.2 COMPLÉMENTS AU DESCRIPTIF TECHNIQUE

Le SHD établit des compléments au descriptif technique (CDT) des insignes permettant leur reproduction.

Tous les insignes du présent marché public doivent être conformes aux spécifications techniques décrites dans les CDT fournis en annexe 2 du présent CCP.

Le numéro d'homologation de l'insigne (suite alphanumérique) doit être impérativement reproduit au revers de chaque insigne fabriqué, soit par gravure, soit par insculption sur les outils de fabrication.

La liste des insignes, objet du présent marché public, est détaillée dans le tableau ci-dessous :

Organisme	Numéro d'homologation
Service d'infrastructure de la Défense Île-de-France (SID IDF)	G.4990
Plate-forme commissariat Paris (PFC Paris)	G.5390
Commandement de la cyberdéfense (COMECYBER)	G.5626
Direction du service infrastructure de la Défense expertise et production nationale (DSID-EPN)	G. 5959
Groupeement de soutien du commissariat Île-de-France (GSC IDF)	G. 5966
Commissariat au numérique de Défense (CND)	
Direction centrale	G. 6030
Direction d'appui au numérique zonale Sud	G. 6031
Direction d'appui au numérique zonale Manche-Atlantique	G. 6032
Direction d'appui au numérique zonale Nord-Est	G.6033
Direction d'appui au numérique zonale Ouest	G. 6034
Direction d'appui au numérique zonale Île-de-France	G.6035
Direction d'appui au numérique zonale Sud-Ouest	G.6036
Direction d'appui au numérique zonale Sud-Est	G.6037
Direction d'appui au numérique zonale Abu Dhabi	G.6038
Direction d'appui au numérique zonale Cayenne	G.6039

Direction d'appui au numérique zonale Papeete	G.6040
Direction d'appui au numérique zonale Nouméa	G.6041
Direction d'appui au numérique zonale Fort-de-France	G.6042
Direction d'appui au numérique zonale Saint Denis	G.6043
Direction d'appui au numérique zonale Djibouti	G.6044
Pôle opérationnel développement	G.6045
Pôle opérationnel espace numérique de travail	G.6046
Pôle opérationnel hébergement	G.6047
Pôle opérationnel réseau transport et dessertes	G.6048
Pôle opérationnel sécurité administration	G.6049
Etat-major opérationnel	G.6050
Centre ingénierie contractuelle et logistique	G.6051
Pôle accompagnement et expertises projets	G.6052
Centre national de soutien opérationnel	G.6053
Pôle conduite et ingénierie projets	G.6061

Pour rappel, les bons à tirer (BAT) de chacun des insignes ont fait l'objet d'un contrôle de conformité lors de l'analyse de l'offre du titulaire.

12.3 LIVRAISON DES INSIGNES

Le délai de livraison court à compter de la date de la notification du marché public dans le respect du délai maximum indiqué dans l'offre du titulaire.

La livraison donne lieu à des vérifications quantitatives et qualitatives destinées à vérifier la conformité des fournitures livrées par rapport aux CDT des insignes et aux BAT fournis dans l'offre du titulaire. Les opérations de vérification quantitative et qualitative sont décrites à l'article 7.3 du présent CCP.